



Combattre le discours de l'austérité

**FRONT  
COMMUN  
2015**

Les nombreuses vagues de compressions subies par les services publics québécois sont le résultat d'un choix politique des gouvernements successifs : celui de se priver de revenus. Au cours des vingt dernières années, le Québec a vécu une profonde transformation de son régime fiscal. Du côté des impôts des particuliers, la diminution du nombre de paliers d'imposition, la majoration de leurs seuils et la réduction des taux d'imposition ont fait diminuer les recettes fiscales d'environ 4 milliards de dollars. Du côté des entreprises, l'abolition de la taxe sur le capital prive les finances publiques, à elle seule, de 1,5 milliard de dollars.



Pour pallier en partie ces pertes de revenus, le gouvernement a fait le choix d'augmenter les taxes (hausse de deux points de la TVQ) et d'accélérer la tarification des services publics (contribution santé, augmentation des tarifs d'électricité, etc.). Nous déplorons cette stratégie fiscale qui consiste à délaissier l'impôt progressif sur le revenu pour privilégier les taxes à la consommation et la tarification.

Globalement, la transformation du régime fiscal québécois a entraîné des pertes structurelles de plus de 4 milliards de dollars dans les coffres de l'État chaque année. On nous dit que les finances publiques ne permettent pas de réinvestir dans nos services publics ? Nous répondons que le gouvernement a fait le choix politique de se priver des revenus nécessaires.

La quête du déficit zéro, du remboursement de la dette et de l'austérité budgétaire ont un impact direct sur nos services publics ainsi que sur les conditions dans lesquelles nous exerçons nos professions : coupes dans les programmes, croissance des services qui n'égalent pas celle des besoins, non-remplacement des départs à la retraite, etc.

Que ce soit dans les réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, dans le secteur de la santé et des services sociaux ou dans les différents ministères et organismes gouvernementaux, les membres du Front commun sont à même de constater l'impact des politiques d'austérité mises de l'avant par les gouvernements qui se sont succédé : abolition de programmes, augmentation des listes d'attentes, diminution des services aux usagers, fermeture de bureaux ministériels en région, etc. Les nombreuses vagues de compressions budgétaires ont eu des effets considérables sur la capacité de nos membres à offrir des services publics de qualité à leurs concitoyens. Le coût social du sous-financement de nos services publics est bien réel. Les employés de l'État ne peuvent plus absorber encore et encore la pression et les sacrifices qu'on leur demande dans leurs conditions de travail.

# FRONT COMMUN 2015

FRONTCOMMUN.ORG

